

Un barrage qui fait céder le pouvoir

<http://www.courrierinternational.com/article/2011/09/30/un-barrage-qui-fait-ceder-le-pouvoir>

Le président Thein Sein a annoncé le 30 septembre la suspension d'un projet chinois de centrale hydroélectrique qui a provoqué un tollé sans précédent. Retour sur cette mobilisation qui, selon The Irrawaddy, contenait les germes d'un soulèvement.

30.09.2011 | Min Zin |

à la une - **Courrier international**

Chaque fois que deux menaces existentielles – dénuement économique et atteintes à la dignité – se conjuguent et planent sur le pays, le peuple birman est enclin à se révolter. Ainsi de la construction d'un gigantesque barrage hydroélectrique à Myitstone, point de confluence des rivières Maykha et Malkha, qui forment alors le puissant Irrawaddy. Pour protester contre le projet, qui vise avant tout à répondre aux besoins énergétiques de la Chine [qui achètera 90 % de la production et conservera 70 % des profits], une campagne baptisée "Sauvons l'Irrawaddy" a pris la forme d'un cri de ralliement sans précédent contre le nouveau régime. Le dossier est devenu une source de divisions au sein du gouvernement civil du président Thein Sein. Le fait que certains modérés du régime aient publiquement lancé un appel à revoir le projet est un signe encourageant. Mais, à moins que le gouvernement ne parvienne à trouver une solution acceptable, la campagne "Sauvons l'Irrawaddy" pourrait peu à peu dégénérer en "Rebellons-nous pour l'Irrawaddy".

Venons-en aux faits. Le projet de fragmenter l'Irrawaddy pour produire de l'électricité a vu le jour en décembre 2006. Un protocole d'accord sur l'aménagement, la mise en service et la production d'électricité a été signé par la Chine et la Birmanie [appelée Myanmar depuis l'instauration de la dictature en 1988] en 2009. En collaboration avec Asia World Company, une entreprise privée birmane soutenue par les militaires, l'entreprise d'Etat chinoise China Power Investment Corp. (CPI) construira huit barrages sur le fleuve. Le plus imposant d'entre eux, et celui qui suscite le plus de protestations, est en cours de construction juste en aval de la confluence, à Myitstone. Son bassin de retenue aura une superficie de 766 km², supérieure à celle de Singapour. Et l'ouvrage est situé à moins de 100 kilomètres d'une importante ligne de faille.

Depuis 2007, les Kachins qui vivent dans les environs somment les gouvernements birman et chinois de renoncer à ce projet. Dans leur action, ils se trouvaient bien seuls et ne pouvaient compter sur les médias ou la population birmane largement silencieux. Jusqu'à ce qu'un rapport confidentiel d'évaluation de l'impact environnemental soit divulgué à des militants et à une certaine presse en juin et juillet derniers. Le document, financé par la CPI et établi par une équipe de scientifiques birmans et chinois, a été remis en octobre 2009 mais n'a jamais été rendu public. Or, sans ambiguïté aucune, il recommande l'abandon du barrage de Myitstone. Quand des chercheurs, des militants et des médias indépendants ont tiré la sonnette d'alarme en citant le fameux rapport, le public, prenant conscience de l'urgence de protéger le fleuve, a commencé à se passionner. Des appels à sauver l'Irrawaddy sont aujourd'hui lancés sur les tous les supports imaginables : articles, dessins humoristiques, chansons, pétitions, déclarations publiques, sermons religieux et interviews d'experts. En août, dans des journaux d'Etat, le gouvernement a fini par réitérer sa position en faveur de la construction du barrage. Mais les hebdomadaires privés – en particulier celui du groupe Eleven Media – et des télévisions et radios étrangères ont enfoncé le clou en exigeant davantage de transparence. Parmi les experts birmans – y compris d'éminents conseillers du président – et au sein de l'opinion publique, le consensus était désormais clair : le projet doit être abandonné, un point c'est tout.

Un tournant décisif a été franchi le 11 septembre, quand le ministre de l'Energie électrique, Zaw Min, a déclaré aux médias locaux : "En dépit de toutes les objections exprimées, la construction du projet hydroélectrique de Myitstone ne sera pas abandonnée. [...] Jamais, nous n'annulerons [le contrat]." Cette déclaration a provoqué un tollé. Le groupe Eleven Media a immédiatement riposté en recueillant les avis de journalistes, d'intellectuels et de parlementaires de premier plan. Ludu Sein Win, un journaliste chevronné, a mis en garde le gouvernement que, si le peuple n'obtenait pas satisfaction par des moyens non conflictuels, il descendrait dans la rue pour défendre l'Irrawaddy. [Le 23 septembre, plusieurs événements organisés dans le cadre de "Sauvons l'Irrawaddy" ont réuni des centaines de personnes à Rangoon, dont le Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi.] La publication du rapport sur Internet a suscité en quelques jours des centaines de commentaires exaspérés. Il est possible que la campagne "Sauvons l'Irrawaddy" se mue peu à peu en "Rebellons-nous pour l'Irrawaddy", car la question s'ajoute à une aggravation de la pauvreté, due aux fluctuations des taux de change survenues dans un secteur de l'exportation mis à mal.

Chaque fois que de sérieux problèmes de privation économique ont coïncidé avec des injustices ayant porté atteinte à la dignité nationale – par exemple, en 1987, quand la dépréciation de la monnaie birmane s'est conjuguée avec une brutale répression des étudiants, ou, en 2007, quand le prix du carburant a été multiplié par cinq et que la police a chargé contre les moines bouddhistes de Pakokku [point de départ de la "révolution de safran"] –, le peuple s'est soulevé contre le régime en place. Bien sûr, la révolte en elle-même n'aura pas de résultats politiques positifs. Mais soumis à des pressions sociales, les dirigeants pourraient

être amenés à intervenir et à négocier un compromis.

Ces derniers mois, le président Thein Sein a produit une vive impression sur les acteurs politiques de la société birmane – aussi bien dans le pays qu'à l'étranger – par des initiatives telles que sa rencontre avec Aung San Suu Kyi, ses efforts pour convoquer des ateliers sur la régression de la pauvreté ou un appel lancé aux dissidents exilés pour qu'ils rentrent au pays. Mais, s'il ne parvient pas à apaiser le mécontentement causé par la construction des barrages sur l'Irrawaddy, le crédit que pourraient lui valoir d'autres initiatives plus louables risque de s'en trouver écorné. Cependant, s'il prend des mesures dans ce sens, il ne fera qu'irriter la Chine – l'indispensable soutien du régime birman tant par sa protection à l'échelle internationale que par son aide financière –, qui a déjà beaucoup investi dans le projet.

Face à l'implication de la Chine, un nombre croissant de Birmans considèrent d'ailleurs le barrage sur l'Irrawaddy comme un problème de sécurité nationale. Si Pékin s'obstine à ne cultiver ses relations avec une poignée de généraux et d'anciens généraux de Naypyidaw [la nouvelle capitale] qu'en vue de garantir sa sécurité et de préserver ses intérêts économiques, sans prêter la moindre attention aux privations et aux atteintes à la dignité du peuple birman, les conséquences seront désastreuses pour les deux pays. Quant au régime birman, s'il refuse de prendre en considération les demandes de son peuple, il ne pourra éviter un soulèvement. Si, au contraire, il se range de son côté pour négocier une solution, le projet de l'Irrawaddy constituera l'occasion tant attendue de restaurer la dignité et l'unité nationales. Le rôle de Goliath reviendra alors à la Chine, et il y a de fortes chances pour que les opprimés birmans, qui camperont le personnage de David, terrassent le géant avec leur fronde et l'achèvent d'un coup de sabre.